



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

DOM-ROM : Mayotte

Question au Gouvernement n° 3534

Texte de la question

MANIFESTATIONS À MAYOTTE

M. le président. La parole est à M. Bernard Lesterlin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. M. Bernard Lesterlin. Monsieur le Premier ministre, depuis plus de deux semaines, les habitants de Mayotte manifestent contre la vie chère. Les prix y sont effectivement prohibitifs, car les monopoles de l'importation et de la distribution y font la loi. C'est pourtant dans ce cent unième département français que le revenu moyen est le plus bas : 310 euros par mois ! Voilà quel est l'état du pouvoir d'achat des Mahorais.

Et pour toute réponse, vous envoyez des gardes mobiles, avec leur lot de bavures. Samedi, c'était la manifestation des élus mahorais, ceints de leur écharpe tricolore, que vous avez repoussée ; c'est aussi cet enfant de neuf ans qui vient de perdre définitivement un oeil suite à un tir de flash-ball par un policier qui se dirait en légitime défense... On croit rêver !

Dans ce département où le taux de chômage des jeunes dépasse les 60 %, vous n'apportez aucun élément de négociation.

" Ce qui se passe ici est un scandale. J'ai honte pour cette France que j'aime tant ". (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Je ne fais que citer les propos d'un responsable local de votre majorité, monsieur le Premier ministre.

M. Lucien Degauchy. Dégagez !

M. Bernard Lesterlin. Les propositions alternatives existent. Le parti socialiste les a faites. Qu'attendez-vous pour contrôler les marges scandaleuses de la grande distribution, dans l'hexagone comme dans les outre-mer ? Alors que vous prévoyez de faire entrer en vigueur à Mayotte un RSA de 119 euros par mois - 119 euros ! -, qu'attendez-vous pour rétablir l'égalité de traitement entre Mayotte et les autres départements ?

Puisque Mme la ministre de l'outre-mer se rendrait demain à Mayotte, je vous demande de dire devant la représentation nationale votre soutien à ces propositions unanimement réclamées par la population, les élus et les syndicats. Quand allez-vous considérer nos compatriotes mahorais comme des Français à part entière ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée de l'outre-mer.

Mme Marie-Luce Penchard, *ministre chargée de l'outre-mer*. En effet, monsieur le député, depuis plusieurs jours, des manifestations sont organisées à Mayotte sur le thème de la vie chère.

Je suis en lien permanent avec le préfet Thomas Degos qui, à ma demande, a immédiatement engagé une réunion avec la grande distribution pour trouver une solution à ce conflit.

Nous étions presque arrivés à un accord, puisque le protocole préparé avec les organisations syndicales devait être signé vendredi dernier. Visiblement, d'autres éléments, plus politiques, sont entrés en ligne de compte, qui s'éloignent de la revendication initiale.

Soyez en tout cas assuré, monsieur le député, que tout est fait pour établir le dialogue parce que le conflit est une impasse. Oui, c'est une impasse : ce sont des effets désastreux sur l'économie mahoraise. C'est une violence inacceptable de ceux qui en profitent pour casser. Je déplore l'accident dont a été victime ce jeune enfant.

Mais je sais aussi que le parti socialiste parle d'une départementalisation au rabais. La départementalisation, vous l'avez promise, mais c'est nous qui l'avons faite ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jacques Alain Bénisti. Voilà !

Mme Marie-Luce Penchard, *ministre*. Le pacte pour la départementalisation, que vous semblez remettre en cause sur le RSA notamment, qui prévoit un taux à 25 %, vous l'avez pourtant entériné, puisque vous avez adopté le 23 novembre 2010 la loi instaurant le cent unième département !

Il est tentant de créer des tensions sociales à Mayotte, mais je mets en garde tous ceux qui veulent aujourd'hui y mettre à mal le Gouvernement : au bout du compte, ce sont les Mahorais qui seront les premières victimes.

En la matière, la gauche n'a aucune leçon à donner à ce Gouvernement. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Vous avez toujours promis en outre-mer, mais c'est toujours notre majorité qui a agi pour le développement économique des ultramarins. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Lesterlin](#)

Circonscription : Allier (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3534

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 12 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 octobre 2011